

LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. LXXVII.

Du Samedi 12 Septembre 1789.

M. l'évêque d'Autun a fait lecture du procès-verbal du jour précédent; ensuite il a fait mention de plusieurs adresses & délibérations d'un grand nombre de villes ou sénéchaussées parmi lesquelles on a remarqué celle du présidial de Condom qui offre de rendre la justice gratuitement.

M. de Mirepoix a lu une lettre qui lui étoit adressée pour l'assemblée nationale, de la part de MM. les officiers & soldats du régiment de Turenne qui font offre à la nation d'une somme de trois mille livres, prise sur la subsistance de ce mois.

M. Martineau a demandé, à cette occasion, qu'il fût tenu un registre où seroient inscrits les noms des personnes qui donnent des preuves de patriotisme, & que ces noms fussent imprimés.

L'assemblée a chargé M. le président de faire une lettre d'acceptation & de remerciement à MM. du régiment du maréchal de Turenne.

Tome II.

00

Il a été arrêté aussi que l'offre faite précédemment par les officiers & soldats du régiment de Touraine, seroit mise en tête de ce registre.

Madame Pajou, épouse du directeur de l'académie de sculpture de Paris, a écrit à M. le président, pour lui faire part, que plusieurs femmes d'artistes s'étoient réunies pour offrir une somme à la nation, & qu'elles demandoient la permission d'en faire hommage à l'Assemblée; Madame Pajou ajoutoit qu'elles ne prétendoient pas à l'honneur d'une députation, la première étoit suffisante.

Enfin on alloit décider la plus belle question que les nations gouvernées par les monarques puissent agiter & il étoit réservé à la France de poser tranquillement & après de mûres délibérations, les limites qui doivent séparer à jamais l'autorité légitime du pouvoir arbitraire; de rendre la couronne assez puissante pour n'avoir plus besoin que de faire le bien du peuple, & de rendre ce peuple assez fort pour détruire tous les subalternes qui l'écrasent. C'est pour prendre un parti sur cette grande question que l'Assemblée nationale s'est fermée hier vers les dix heures.

A peine l'ordre du jour a-t-il été repris, que M. le président a dit que M. le directeur général des finances avoit adressé une lettre avec un rapport fait avant hier 10 septembre, au conseil du roi. M. Necker disoit dans cette lettre, que les ministres du roi avoient eu soin d'entretenir sa majesté des débats qui avoient eu lieu sur la question de la sanction, & que le roi après en avoir pris connoissance dans un rapport fait au conseil, l'avoit autorisé d'en donner connoissance à l'assemblée nationale.

On alloit lire ce rapport, lorsque M. de Beaumés s'est opposé avec courage à cette lecture, en disant que personne n'étoit plus pénétré que lui de respect pour l'auto-

rité royale ; que le nom d'un monarque doit être prononcé avec la plus grande vénération , mais qu'il étoit contraire à la liberté nationale de lire au moment d'une délibération un rapport fait au conseil du roi ; que *l'initiative* ne pouvoit lui appartenir en aucune manière , & que cette lecture seroit cependant une sorte d'initiative.

Il étoit beau de voir le chef d'une cour souveraine défendre les droits nationaux contre les prétentions ministérielles , avec cette énergie qui caractérise ce peuple célèbre dans l'assemblée duquel il n'est pas même permis de prononcer le nom du roi.

M. Brostaret pensoit au contraire que l'assemblée travaillant à la constitution pour tous , & pour le roi lui-même , sa majesté pouvoit lui faire connoître ses intentions.

M. Target demandoit si l'assemblée ne devoit pas avoir autant de liberté quand elle fait la constitution , que lorsqu'elle fait des loix ; si c'est un principe que le roi n'aura pas *l'initiative* pour les loix , il peut encore moins l'avoir quand on délibère sur la constitution du royaume.

Cette lecture influera ou non sur nos délibérations , disoit M. l'abbé Grégoire ; si elle influe , elle est dangereuse , si elle n'influe pas , elle est inutile dans tous les cas ; il ne faut pas lire les rapports du conseil.

Ce dilemme étoit décisif , mais les orateurs ont continué les débats. Un autre observoit que , dans la réunion des ordres , (quand il en existoit) le roi crut devoir intervenir , & que , lorsqu'il s'agit du partage des différents pouvoirs , l'opinion donnée par le premier magistrat & par le conseil naturel de son peuple , pouvoit être connue avant de délibérer. Il seroit sage d'entendre celui qui est le premier ami de sa nation , & entre les mains de qui elle a remis le pouvoir exécutif. Quand on a le bonheur de vivre sous un aussi bon prince , on ne doit pas avoir de défiance ;

le roi refuseroit le *veto*, disoit M. de Mirabeau, que nous ne devrions pas moins le lui donner, si nous le croyons nécessaire à notre sûreté, & faisant partie de la prérogative royale, ainsi il est indifférent de prendre l'opinion de son conseil. Que nous fait aujourd'hui l'*initiative* très-tardive du roi, dans un moment où nous avons refusé toute discussion aux membres de l'assemblée; ainsi je ne verrois pas d'inconvénient à cette lecture, pourvu que vous déclariez la discussion ouverte sur l'avis du conseil, autrement ce seroit une inconséquence.

J'appuie l'opinion de M. Mirabeau, ajoutoit M. de Lally; la sanction est à la nation, elle est la sauve-garde de la liberté nationale; j'insiste aussi pour r'ouvrir la discussion, si on lit le rapport du conseil.

Une loi doit être le résultat de toutes les connoissances, disoit M. Goupille de Préfeld, ainsi ce seroit un manquement envers le chef de la nation, & une haute erreur de ne pas profiter de ses lumières; mon avis est de r'ouvrir les discussions.

M. le Berthou ajoutoit : comme Français, comme citoyen, comme magistrat, j'appuie de toutes mes forces, (quoiqu'elles soient foibles, car j'ai 76 ans) la motion de M. de Mirabeau, & je pense qu'une question aussi importante & aussi délicate, doit être soumise à toutes les discussions possibles.

« Si le roi se présente dans ce moment, pour vous donner son opinion, vous ne refuseriez pas de l'entendre, insistoit M. Martin de Tours; eh bien, ce mémoire, ce rapport, aura moins d'influence que la présence du roi; il faut donc le lire, & r'ouvrir ensuite la discussion ».

On voit que cette question n'a pas manqué d'exciter de grands mouvemens dans l'assemblée & sur-tout de grands raisonnemens, tant une nation qui veut la liberté s'alarme

facilement de tout ce qui peut même avoir l'air d'y porter atteinte.

» La discussion est fermée par un décret, disoit M. le comte de Trasy, & si elle ne l'étoit pas, il faudroit le faire, parce qu'elle cesseroit d'être libre ».

» Vous êtes appelés, disoit M. Pison du Galand, à régler les limites des differens pouvoirs de l'état; le roi en a un de ces pouvoirs; comment la principale partie ne pourroit-elle pas se faire entendre? C'est en vain qu'on dit que ce seroit donner au roi *l'initiative*, puisque vous avez déjà discuté long-temps sur cet objet. »

M. Monnier convenoit que les ministres du roi ne pouvoient pas être entendus sur la prérogative royale, comme trop intéressés dans cette cause, & M. Sallé de Choux opinoit sur la lecture du rapport du conseil, pour ne pas rejeter les connoissances sur la grande question qui étoit agitée. On est allé aux voix, & il a été décidé par la très-grande majorité, que la lecture du rapport ne seroit pas faite.

Alors on a repris la troisième question du plan adopté il y a deux jours, & conçue en ces termes :

La sanction royale aura-t-elle lieu ou non?

Plusieurs membres ont trouvé la question mal posée & insuffisante, puisqu'elle ne parloit pas des actes *législatifs* sur lesquels elle devoit avoir lieu seulement.

M. Camus expliquant ce qu'il avoit entendu dire dans la question, telle qu'il l'avoit posée, a déclaré qu'il pensoit que la sanction ne devoit pas avoir lieu sur la *constitution*, mais bien sur les actes du corps législatif.

Une foule de membres a débattu cette question, comme mal posée : plusieurs ont offert de nouvelles rédactions; certains ont expliqué le mot sanction royale, & lui ont donné divers acceptions. Chez les uns, la sanction emportoit le consentement; chez les autres, ce n'étoit que le sceau

on l'authenticité donnée à la loi; enfin, chez quelques uns, c'étoit le droit de refuser ou d'accepter la loi; mais au milieu de toutes ces définitions, on ne s'expliquoit pas clairement sur la question, si la sanction étoit nécessaire ou non à la constitution.

On est allé aux voix pour savoir si l'on recevroit des amendemens ou des explications sur la question posée par M. Camus, ce qui a été adopté.

M. de Mirabeau proposoit de dire : *la sanction royale sera-t-elle nécessaire pour la validité des actes du corps législatif.* Cette définition, disoit-il, a le double avantage de réunir dans sa disposition, les impôts & les loix.

M. Thevenot de Marouéze a rapporté la première page du second rapport du comité de constitution, qui prouve que ce n'étoit *que dans & par* la constitution, & non pour la constitution que la sanction devoit être établie. Il a proposé aussi une autre rédaction.

Enfin, après de très-longs débats sur le mot *sanction*, qui, quoique consacré depuis des siècles, présente, en effet, des sens divers aux publicistes, M. Guillotin substituant ce mot *consentement* à celui de *sanction*, a proposé une rédaction en quatre articles, qui a paru concilier tous les esprits & tous les rédacteurs. La voici :

1°. Le roi peut-il refuser son consentement à la constitution ?

2°. Le roi peut-il refuser son consentement aux actes du pouvoir législatif (1) ?

3°. Dans le cas où le roi refuseroit son consentement, ce refus seroit-il suspensif ou indéfini ?

(1) M. de Virieux a fait substituer avec raison le mot *corps* à celui de *pouvoir*.

4°. Dans le cas où le refus du roi sera suspensif, pendant quel temps ce refus pourra-t-il durer; pendant une ou deux législatures?

Après la lecture de cette rédaction, MM. Mounier & Freteau ont fait des observations pour prouver qu'on ne devoit pas s'occuper dans ce moment de la première question, qui étoit convenue par tous les bons esprits, & qu'il pouvoit être dangereux de prononcer sur cet objet, dans des circonstances où il falloit s'empresse d'arriver au but; ils sont convenus néanmoins que la nation étoit la maîtresse unique de se donner la constitution qu'elle vouloit.

En conséquence, l'assemblée s'est décidée à déclarer qu'il n'y avoit lieu de délibérer quant à présent sur cette première question.

On a demandé instamment d'aller aux voix sur la seconde; mais l'assemblée, voulant seconder l'empressement public pour la décision de ces grandes questions, avoit dérogé par un décret précédent, à celui qui exigeoit l'appel nominatif. Quelques membres s'étant fortement récriés contre cette forme précipitée, de délibérer sur des matières aussi graves, & auxquelles tenoit le sort de l'empire, l'assemblée est revenue de nouveau par un décret postérieur à la forme plus régulière & plus exacte de la délibération par appel nominatif.

L'appel a commencé après trois heures sur la seconde question de M. Guillotin, & elle a fini à cinq; en voici le résultat: 730 voix pour adopter l'article. — 143 pour le rejeter. — 76 votans sans avis.

La troisième question a été mise aux voix, & c'étoit vraiment celle qui réunissoit les plus grands intérêts. Il s'agissoit de savoir si le refus du roi devoit être suspensif ou indéfini. L'appel a fini à huit heures: 673 voix ont adopté

le refus suspensif: 325 ont été pour le refus indéfini, & 11 votans sans avis.

Ainsi l'assemblée nationale a décrété que dans le cas où le roi refusera son consentement aux actes du corps législatif, ce refus ne fera que suspensif.

Demain on décidera la quatrième question relative à la durée de ce refus.

On souscrit à Paris chez Cussac, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 l. 10 s., franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.